

## Questions orales

[Français]

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON SUGGÈRE QUE LA BANQUE DU CANADA FOURNISSE LES FONDS NÉCESSAIRES POUR FINANCER LE REVENU ANNUEL GARANTI

**M. Eudore Allard (Rimouski):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Étant donné les objections du Québec sur le fond de la proposition de l'honorable ministre, visant à l'établissement d'un régime de supplément de revenu garanti à tous les Canadiens, est-ce que l'honorable ministre a songé à demander à ses collègues provinciaux, à suggérer à ses collègues provinciaux que la façon idéale de régler le problème du financement serait l'usage de la Banque du Canada avec la création de crédits nouveaux pour ce faire?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Non, monsieur le président.

\* \* \*

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—LA SUSPENSION DE CERTAINS PROGRAMMES D'AIDE BILATÉRALE—LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DU NOUVEAU RÉGIME

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Vu l'évolution de la situation au Vietnam du Sud, le gouvernement a-t-il suspendu l'aide bilatérale à ce pays et continue-t-il d'assurer une aide d'urgence et une aide alimentaire par le truchement de la Croix rouge internationale, l'UNICEF et le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés?

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur. Le gouvernement canadien a suspendu ses programmes d'aide bilatérale au Vietnam et au Cambodge, mais il poursuit son aide humanitaire à la région par l'entremise de divers organismes multilatéraux.

● (1440)

**M. Brewin:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisqu'il appert maintenant que les autorités représentant le GRP contrôlent effectivement la région qui s'appelaient le Vietnam du Sud et pour faciliter les discussions directes et urgentes avec ce gouvernement au sujet de l'aide compatissante et humanitaire qui pourrait être offerte, le gouvernement étudierait-il la question de la reconnaissance du régime?

[Français]

**M. Pelletier (Hochelaga):** Monsieur le président, d'après des rapports dignes de foi, les nouvelles autorités auraient fait des déclarations contradictoires relatives à leurs intentions de reconnaître les autres gouvernements. Aussi longtemps que cette situation ne sera pas tirée au clair il paraîtra prématuré pour le gouvernement de prendre une décision sur la question de reconnaître lui-même les nouvelles autorités.

[Traduction]

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA MISE AU COURANT DU MINISTRE DU POINT DE VUE SYNDICAL QUANT AU PROGRAMME DE RESTRICTIONS VOLONTAIRES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Lui a-t-on fait part depuis son retour des progrès accomplis dans le cadre du programme visant à réaliser le consensus? Peut-il nous assurer qu'on l'a renseigné à fond sur les questions que pourrait se poser le mouvement syndical à propos de ce programme? Également, peut-il nous dire si le gouvernement a répondu à toutes les questions qu'a soulevées le Congrès du travail du Canada? Si je l'interroge ainsi c'est à cause de l'importante réunion qui doit se tenir, je crois, mercredi prochain, à l'occasion de laquelle le Conseil du travail du Canada et le syndicalisme prendront d'assez importantes décisions à l'endroit de ce programme.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, les ministres ont eux-mêmes rencontré les membres de l'exécutif du Congrès du travail du Canada à deux ou trois reprises. Après le dépôt d'une déclaration à la Chambre par mon secrétaire parlementaire, nous avons institué des groupes techniques. L'un a rencontré les membres du Congrès du travail du Canada et la main-d'œuvre syndiquée; le deuxième a pris contact avec les divers secteurs du monde des affaires comme j'en ai déjà parlé à la Chambre; le troisième, enfin, soit le groupe des techniciens, a tenu une réunion avec les représentants des gouvernements provinciaux. Au cours de ces entretiens, à ce que je crois comprendre, on a cherché à trouver des solutions à certains problèmes. Il n'y a rien de définitif à ce stade-ci, toutefois, et j'attends la réaction du mouvement ouvrier aux discussions entreprises jusqu'ici afin de savoir s'il y a lieu d'engager la dernière série de rencontres.

**M. Stanfield:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre attache de l'importance à ce programme et il importe que le gouvernement établisse un mécanisme pour lutter contre l'inflation tout en permettant l'expansion de l'économie. Le ministre pourrait-il répondre à ma question tout simplement et me donner l'assurance qu'il a été parfaitement mis au courant de la situation et qu'à sa connaissance, les chefs syndicaux ont obtenu toutes les réponses, tous les renseignements et toutes les assurances dont ils ont besoin pour examiner cette question mercredi soir?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, je puis assurer à l'honorable représentant que depuis mon retour du Moyen-Orient, j'ai été mis parfaitement au courant de toute la question. Autant que je sache, tous les sujets que les chefs syndicaux ont voulu connaître quant à la latitude accordée par le gouvernement ont été examinés. Toutefois, aucune décision ferme n'a été prise jusqu'ici. Sauf erreur, l'exécutif du Congrès du travail du Canada va examiner le sujet de façon plus détaillée avec les chefs des diverses sections locales, mercredi. C'est en raison de l'importance que j'attache à ces discussions que je ne puis en dire davantage aujourd'hui.

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je ne demande pas au ministre des renseignements ou des détails précis. Ma dernière question supplémentaire est la suivante: vu l'importance du programme, a-t-il cherché à obtenir une invi-